



Togo - France / COOPÉRATION - ADJOUROUVI - ITW

“Les relations entre le Togo et la France sont très anciennes et confiantes. Et ma place aujourd’hui auprès M. Valls contribuera, je l’espère, à davantage les renforcer”

Avocat de profession, Pacôme Yawovi Adjourouvi est le premier adjoint au maire d’Évry (sud-est de Paris). Membre du cabinet du Premier ministre français Manuel Valls, il est également président du Collectif des avocats togolais de France (CATOD).

Dans une interview exclusive à l’Agence Savoir News M. Adjourouvi parle de son parcours, ses relations avec M.Valls et la prochaine visite du chef du gouvernement français au Togo. Il s’est également prononcé sur l’état des relations entre la France et le Togo.

Question : Présentez-vous à nos lecteurs

Réponse : Maître Pacôme Yawovi Adjourouvi. Né à Noepe (Avé) il y a une cinquantaine d’années. Baccalauréat littéraire A4 au collège Saint-Joseph de Lomé. Licence, maîtrise puis doctorat en droit et sciences politiques à l’université Paris V René Descartes. Certificat d’aptitude à la profession d’avocat au Centre des avocats (CFPA) de Paris en 2001 et prestation de serment en qualité d’avocat à la cour d’appel de Paris, barreau d’Évry.

2009 – 2016 : président et membre fondateur du Collectif des avocats togolais de France (CATOD).

Vous êtes le 1er adjoint au Maire d'Evry. Comment avez-vous fait pour vous retrouver à ce stade ?

J'ai eu un parcours classique de militant engagé. En 1988, j'entre au Mouvement de la Jeunesse Socialiste. En 2000, après la première guerre du Golfe, je suis responsable du Mouvement des Citoyens de Jean-Pierre Chevènement. Dans le cadre des élections municipales de 2001, la gauche plurielle à Evry choisit comme candidat Manuel Valls, conseiller du Premier ministre Lionel Jospin. Il remporte l'élection et devient maire de la ville. Et moi son adjoint. Je suis aujourd'hui premier adjoint au maire d'Evry, après avoir été président du groupe des élus socialistes et apparentés du Conseil municipal et après avoir aussi été secrétaire de la section PS d'Evry.

Votre métier d'avocat est-il compatible avec le poste que vous occupez ?

Il n'y a pas d'incompatibilité d'ordre légal à exercer le métier d'avocat et à avoir un mandat d'élu politique. Cependant, cela nécessite des privations et une sacrée organisation. En plus d'une forte dose de passion. Ce que je peux ajouter c'est qu'il faut bien distinguer l'avocat qui reçoit, conseille les justiciables et les défend devant les tribunaux et l'élu politique. L'un exerce son métier et l'autre est dans un travail collectif sous la responsabilité, en ce qui me concerne, d'un maire. Nous sommes élus avec un programme et un mandat bien déterminés pour lesquels les citoyens ont voté. Ce programme doit être appliqué. François Mitterrand et Nicolas Sarkozy ont été avocats et politiciens pendant de nombreuses années avant de devenir présidents en France. Et les avocats, en France comme ailleurs, continuent de faire de la politique. Ce n'est absolument pas incompatible.

Est-il vraiment facile de combiner les deux ? (profession d'avocat et poste politique).

Ce n'est certes pas facile. Mais comme en toutes choses, quand on a le feu de la passion et la détermination, l'on y arrive. Les moments les plus difficiles ce sont les périodes de campagne électorale

Et si on vous demandait de choisir ?

Il n'y a pas à choisir entre les deux. Ce sont deux façons de servir son pays et ses concitoyens. Tant que j'aurai la force de mener les deux activités de front, ce sera pour moi un honneur et un plaisir renouvelés.

Parlez-nous (en trois ou quatre paragraphes) de votre rencontre avec M. Manuel Valls.

Rencontre en 2000, quand il se lançait à la conquête de la mairie d'Evry. Je l'ai trouvé très disponible, à l'écoute et désireux de faire de cette ville un endroit où il fait bon vivre pour tous. Nous avons tout de suite sympathisé, car il n'avait pas peur d'aller dans les quartiers dits chauds. Et d'aller à la rencontre des citoyens qui, parfois, ne sont pas tendres avec les autorités. Une amitié et une confiance jamais prises à défaut entre nous. Ce qui se traduit aujourd'hui encore par l'honneur qu'il me fait en m'intégrant dans la délégation des personnes qui l'accompagnent dans cette visite au Togo.

Devez-vous votre promotion à l'amitié avec ce dernier ?

J'ai été heureux de travailler avec Manuel Valls pendant 12 années au cours desquelles j'étais en contact avec lui au quotidien. Sans renier l'amitié entre Manuel et moi, je puis vous dire que c'est mal le connaître que de présenter les choses ainsi. J'ai beaucoup appris à ses côtés. Il choisit ses collaborateurs sur la base du mérite et de la compétence. L'amitié n'est pas le critère le plus déterminant dans le

choix de ses collaborateurs. Même si elle peut l'être pour la confiance au quotidien.

Quelle est votre position dans le cabinet de M.Valls ? Pensez-vous que cela favorise les relations entre la France et le Togo ?

Les relations entre le Togo et la France sont très anciennes et confiantes. Et ma place aujourd'hui auprès du chef du gouvernement français contribuera, je l'espère, à davantage les renforcer.

Quelle analyse faites-vous des relations entre le Togo et la France, depuis l'arrivée au pouvoir de Faure Gnassingbé ?

Avec le président Faure Gnassingbé, les relations du Togo avec la France s'inscrivent dans une continuité historique car, en vérité, les deux pays ont toujours eu des relations très amicales, constantes, empreintes de confiance réciproque, ceci depuis 1960. Et le président togolais, à qui on doit la réussite du grand sommet sur la sécurité et la sûreté maritimes, est très attaché à cette relation d'amitié entre son pays et la France. Sans négliger le multilatéral auquel il tient beaucoup. C'est aussi un ardent promoteur de l'intégration africaine. N'oublions pas que c'est au Palais des Congrès de Lomé que le dernier Sommet de l'OUA, s'est tenu, avant sa mutation en UA. C'est ce même Palais qui a accueilli les travaux du premier Sommet de l'UA sur la sécurité et la sûreté maritimes seize ans plus tard. Nous sommes dans la continuité historique d'une diplomatie togolaise qui a marqué de son empreinte l'Afrique et les relations du continent avec l'Europe. À travers les différents accords de Lomé ACP-UE

M.Valls effectuera une tournée qui le conduira dans trois pays dont le Togo (du 29 au 30 octobre). Quelles sont les activités du Premier ministre au menu de cette visite au Togo ?

Rencontre avec les autorités togolaises dont le chef de l'Etat et visites de sites qui témoignent de la vitalité et du dynamisme de la coopération entre les 2 pays.

Les retombées pour le Togo ?

C'est l'avenir qui nous le dira, mais je suis persuadé que c'est une bonne chose cette visite pour les deux pays. *FIN*

Junior AUREL (Savoir News)



Sécurité Maritime : Eric KPADE, optimiste sur « La Charte de Lomé ».

A la faveur du Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etats et de gouvernements de l'Union Africaine sur la sureté, la sécurité maritime et le développement en Afrique qui se tiendra du 10 au 15 octobre prochains dans la capitale togolaise, l'homme politique Eric KPADE, ancien 1^{er} Vice-président de l'Assemblée nationale et cadre du parti UNIR se confie à notre rédaction à travers une interview sur les réels enjeux et les retombées de cette rencontre internationale pour le Togo. Il affirme que les dirigeants

africains vont pouvoir trouver lors de ce sommet un terrain d'entente en ce qui concerne la prévention de la piraterie. Lisez plutôt.

La rédaction : Bonjour Mr Eric KPADE !

Eric KPADE: Bonjour !

La rédaction: Pourquoi un sommet sur la sécurité maritime et quels intérêts pour le Togo ?

Eric KPADE : Je vous remercie sincèrement de me donner l'opportunité de sortir la tête de ma tanière pour me prononcer sur ce sujet capital et profiter par la même occasion pour vous dire merci à vous les journalistes en général qui vous battez pour informer l'opinion.

Le Togo, occupé par ses engagements de développement au profit de ses citoyens, s'est éloigné un peu de ce qui faisait son honneur sur le plan international et diplomatique. Aujourd'hui l'opportunité a été donnée au Togo de poursuivre le travail qui a été fait au Cameroun en juin 2013 sur la sécurité maritime. Il faut relever que la superficie de la terre est occupée à plus de 2/3 par les océans et que dans le commerce international, le pourcentage des trafics maritimes est plus élevé par rapport aux trafics aériens et terrestres notamment.

En effet, c'est une urgence et une nécessité pour nos pays d'assurer la sécurité des personnes et des biens, eu égard au contexte d'insécurité dans le Golfe d'Aden, et plus récemment sur nos côtes dans le Golfe de Guinée. La piraterie est née subitement et se renforce sur nos côtes. A un moment donné, on croisait les bras face à certaines situations comme si cela ne nous concernait pas. Au fur et à mesure que les années passent, on se rend compte qu'aucun Etat n'est à l'abri de la piraterie. Personnellement, ce Sommet Extraordinaire de l'Union Africaine sur la sûreté et la sécurité maritimes

et le développement en Afrique, est capital d'autant plus que, non seulement il nous permet d'interpeller les Etats, les gouvernements ainsi que les leaders du monde économique à définir une feuille de route sur la sécurité maritime en Afrique à travers la Charte de Lomé.

La rédaction: Quels impacts ce sommet peut-il avoir sur les économies africaines?

Eric KPADE : Lorsqu'un navire ou un bateau quitte l'Europe, l'Amérique ou l'Asie en direction de notre continent africain, il est nécessaire que ce navire puisse parvenir à bon port ! Au-delà de ceci, la sécurité dans nos différentes eaux nous permettra de préserver également nos ressources aquatiques. En laissant quiconque en avoir accès sans un contrat et ne pas protéger ce qui nous appartient, et bien ce sont les pirates, les bandits de grands chemins qui vont s'en approprier et nos populations vont demeurer dans la précarité. Dans ces conditions, vous comprenez que c'est un sujet de taille quand on pense aussi au profit que la jeunesse togolaise pourra tirer de cette période courte, où l'hôtellerie va fonctionner, des relations entre personnes se tisseront qui dans un ou deux ans peuvent aboutir à des contrats d'affaires. Sans cette occasion de ce Sommet, on n'aura pas toutes ces opportunités. Voilà pourquoi j'apprécie à plus d'un titre ce sommet qui aura lieu dans les prochains jours dans notre pays.

La rédaction: Il y a certains Togolais qui se trouvent dans des hôpitaux qui manquent de lits, de scanners etc... et trouvent inopportun l'organisation de ce Sommet. Qu'en dites-vous ?

C'est parfois réelles toutes ces préoccupations, cependant quand vous jetez un regard sur les réformes que le Chef de l'Etat entreprend au Togo depuis qu'il est arrivé au pouvoir, ce sont des réformes politiques, des réformes stratégiques, et

économiques. Dans ce cas précis, vous n'êtes pas sans savoir que beaucoup d'investissements ont été faits dans le domaine de la santé. Mais si aujourd'hui toutes ces populations ne sont pas encore satisfaites, comprenez simplement qu'on ne peut pas non plus attendre que toutes ces mesures soient satisfaites à cent pour cent près avant d'aller faire autre chose. Le Sommet n'entrave en rien les démarches qui se font dans le domaine de l'éducation, dans le domaine de la santé. Par contre après le Sommet, nous continuerons par vivre et ce qui se fait dans le pays se poursuivra certainement.

La rédaction: Environ 3000 personnalités sont attendues dans notre pays, pensez-vous que le Togo dispose d'infrastructures requises pour accueillir nos hôtes?

Eric KPADE : Il faut que je vous le dise tout suite, selon mes informations, le Togo dispose d'infrastructures pouvant contenir et assurer le séjour de tous les participants par rapport au moyen dont nous disposons et au regard des différentes annonces des délégations des différents Etats. Le recensement a été fait à la taille des infrastructures devant abriter le sommet. Il faut souligner que tout se passe sous l'égide des Nations Unies avant que le secrétariat de l'UA n'organise les choses. Le Togo n'est pas à son premier exercice dans l'organisation des grands événements. Je suis persuadé qu'ils ont sûrement pris les dispositions pour que chacun puisse trouver une couchette pendant la tenue de ce grand événement.

La rédaction: De la réussite de ce sommet devons-nous s'attendre au retour du Togo au-devant de la scène internationale?

Eric KPADE : Ah oui ! Sûrement, c'est une affaire de confiance. Et sans cette confiance entre les autres les pays de l'Union Africaine, le Secrétariat Général des Nations Unies, le Secrétariat Exécutif de l'UA et tout le reste,

l'on n'aurait pas accepté que ce Sommet se tienne à Lomé. Voilà pourquoi chacun devait mettre de son meilleur pour que pendant le séjour de nos hôtes, chacun puisse jouer parfaitement son rôle. Pour qu'en sortant de ce Sommet, la moindre opportunité provenant des autres puisse nous revenir. A travers ce sommet, des hôtels vont se faire connaître, les restaurateurs vont se faire connaître. A partir de ce Sommet, pour moi personnellement, je souhaiterai que d'autres opportunités puissent suivre au profit de nos activités économiques.

La rédaction : Avant tout, vous êtes un politique et il y a le bloc politique de l'opposition CAP 2015, qui projette d'organiser des manifestations, ne pensez-vous pas que cela impacte négativement le succès du sommet ?

Eric KPADE : Je ne pense pas, tous les esprits éclairés pourront comprendre donc que, c'est parce que justement dans notre pays la démocratie bat son cours effectivement; que la liberté d'expression est réelle sans ambages et qu'en conséquence ceux-là peuvent élever leurs voix en toute liberté. Mais, ce que je demanderais, c'est qu'ils le fassent dans moins de bruit en respectant les lois de la République pour que leur message puisse passer dans le respect de la liberté d'autrui et que tout le monde puisse se retrouver dans une bonne quiétude.

La rédaction : Pourquoi les questions sécuritaires préoccupent tant le monde en général et le Togo en particulier ?

En ce qui concerne la sécurité dans le monde entier aujourd'hui, certains théoriciens pensent que nous avons entamé la 3ème guerre mondiale. Aucune économie ne peut

survivre en restant en autarcie et penser que l'insécurité est une affaire des autres et dire que ce qui se passe chez le voisin ne le concerne pas.

Je l'ai déjà dit, la superficie de la mer dépasse largement celui de la terre. Et quand on prend notre pays le Togo, il n'a que 50 km de côtes. Le gouvernement sous l'impulsion du Président de la République Faure GNASSINGBE, a modernisé les moyens de l'armée marine de notre pays pour que cette dernière puisse faire son devoir en surveillant les côtes togolaises. Si on se contente de la sécurité terrestre en oubliant celle réservée aux océans, on pourrait être surpris désagréablement. C'est vrai que même en ce qui concerne les airs, la surveillance se fait par les satellites et autres. Mais si les pirates prennent le pas sur nos Etats, en passant du Golfe d'Aden au Golfe de Guinée, il nous revient de commencer par réfléchir.

La rédaction: Pensez-vous que Lomé sera un nouveau départ pour le défi sécuritaire maritime ?

Eric KPADE : Je parie qu'à partir de la charte du Sommet de Lomé, nous allons pouvoir trouver un terrain d'entente en ce qui concerne la prévention de la piraterie. C'est ça l'enjeu principal de ce Sommet. Si nous n'assurons pas cette sécurité, nos ressources halieutiques, pétrolières qui sont pour la plupart dans sous les océans, seront pillées. C'est pour cela que déjà en juin 2013 au Cameroun, le travail a été fait en partie. Et c'est la suite de ce travail qui sera fait par le Sommet de Lomé, où nous allons pouvoir assurer la quiétude entre nous sur notre continent et en même temps, assurer la surveillance de nos ressources qui nous appartiennent naturellement pour demain et que nos enfants ne soient pas entièrement dépouillés de ce qui leur revient de droit.

La rédaction: Mr Eric KPADE, merci,

Eric KPADE : Merci infiniment et à très bientôt !

Interview réalisée par la Rédaction de l'Agence LA VERTE



Interview de l'humoriste togolais GOGOLIGO

« (...) Ici au Togo, on n'arrive pas à se tenir la main et l'acceptation de l'autre nous manque vraiment »

Artiste chanteur et humoriste togolais, N'TSULEY Komi Mawulikplimi alias « Gogoligo » est à ce jour, l'une des stars qui fait la fierté du Togo sur le plan culturel. Dans cette interview qu'il nous a accordée, le natif de la préfecture de Kloto revient sur ses premiers pas en matière d'humour et donne son appréciation de la scène humoristique togolaise. Il n'a pas manqué de partager son actualité avec ses fans. Lisez plutôt.

La voix de la nation : Bonjour Gogoligo. Cela fait un bon bout de temps que vous êtes sur la scène culturelle togolaise, comment êtes-vous parvenus à se hisser parmi les grands noms en matière d'humour au Togo ?

Gogoligo : Merci beaucoup pour l'opportunité que vous

m'offrez. Selon ma vision personnelle, il faut juste croire en soi et avoir confiance en son travail. Il y a beaucoup de talentueux donc il faut bosser dur et être très bon pour être parmi les meilleurs. Je ne dis pas que je suis le meilleur mais il faut essayer de faire mieux ce que tu sais bien faire dans la vie.

D'où tirez-vous vos inspirations?

Les inspirations viennent du vécu quotidien et de nos réalités de tous les jours.

Comment êtes-vous arrivés à l'humour?

Je dis souvent que l'humour, je l'ai tété dans le sein maternel parce que ma maman faisait du théâtre. Donc j'ai moi aussi commencé à faire l'humour depuis le cours primaire notamment lors des semaines culturelles et également au collège où j'ai commencé par me professionnaliser. Plus sérieusement, j'ai commencé l'humour à la radio « Planète plus » et plus tard sur la radio « Fréquence 1 » à Lomé puis à « Radio Lomé » à partir de 2006 et présentement, je suis en service au Ministère de la culture.

Votre actualité sur le plan humoristique!

Je reviens fraîchement des Etats Unis où j'ai effectué une tournée dans six Etats qui s'est très bien déroulée. Je repars dans la semaine en Suisse pour MISS AFRICA avec une prestation le 08 octobre à Bruxelles en Belgique et après je vais à Milan en Italie pour une prestation avec d'autres artistes nationaux y compris ALMOK de même que des artistes internationaux.

Vous avez un agenda très chargé, comment parvenez-vous à être positionné sur autant de manifestations?

Dans ses efforts pour la promotion de la culture togolaise à l'international, la diaspora togolaise fait appel à ceux qu'ils estiment capables de remplir une salle de spectacle ou

qui sont très aimés à l'extérieur. C'est dans ce cadre que je suis souvent sollicité. Par exemple pour le cas des USA, c'est TOGOLESE FOUNDATION qui m'invite et dans tous les Etats où je passe, Dieu merci je suis bien accueilli et tout ce que je fais déstresse les gens, ce qui veut dire que je suis en quelque sorte, un rassembleur public. Donc c'est ce qui les motive à nous appeler car ils savent que quand ils appellent par exemple, Toofan, Almok ou encore Gogoligo, la salle de spectacle sera remplie.

Quel regard jetez-vous sur l'humour national?

Par rapport à mes expériences ivoiriennes où les acteurs sont très unis dans l'appréciation de leur propre produit, je pense que cette unité nous manque ici au Togo même si ça va un peu mieux. Je vois que ça a l'air d'aller parce que par rapport à hier, aujourd'hui est meilleur. J'imagine que demain sera encore plus meilleur. Ici au Togo, on n'arrive pas à se tenir la main et l'acceptation de l'autre nous manque vraiment. Ce n'est pas le cas en Côte d'Ivoire ou encore au Mali. J'ai la chance de voyager un peu dans la sous-région et j'ai remarqué que les gens s'aiment beaucoup plus que chez nous. Par exemple la dernière fois où nous étions au Congo, il fallait voir les ivoiriens qui étaient ensemble et se comprenaient très bien comme les fils d'un même parent et ça nous manque ici au Togo où tout le monde veut se comporter comme le patron. Or, en matière de ce que nous faisons, il n'y a pas de boss car on apprend tous les jours que le bon Dieu fait.

Selon vous, d'où est né ce sentiment de méfiance entre artiste togolais?

Je peux dire que c'est l'égoïsme et rien d'autre.

A quand le prochain show à l'endroit des fans de Lomé?

Je convie tous les fans le 30 décembre prochain à un grand show au Palais des Congrès de Lomé. Le lancement de ce spectacle sera fait vers la fin du mois d'octobre et nous

allons aussi parcourir tout le Togo pour donner du sourire à la population et aux malades dans les hôpitaux. Le grand show du 30 décembre va rassembler en dehors des comédiens du Togo, des humoristes qui viendront des pays de la sous-région comme le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire et le Mali.

Une jeune fille voudrait savoir si vous êtes mariés...

(Rires...) J'ai deux enfants et je vais me marier bientôt avec ma fiancée...

Propos recueillis par David SOKLOU



Pascal Adoko de la CDPA : « Nous soupçonnons le pouvoir de vouloir jouer le chrono pour les locales afin que 2018 survienne »

Il y a trente (30) ans que les dernières élections locales ont eu lieu au Togo. Ainsi, au lendemain de la présidentielle du 25 avril 2015, plusieurs partis politiques restent unanimes sur le sujet. Que ce soit l'Alliance nationale pour le changement (ANC), la Convention démocratique des peuples

africains (CDPA), l'Alliance des démocrates pour le développement intégral (ADDI), il faut organiser les locales en 2016 avant toute autre élection au Togo.

Sur le terrain, ces formations politiques de l'opposition se battent pour l'obtention des élections locales. Dans une interview exclusive, le Secrétaire Général adjoint chargé des questions politiques de la communication et des affaires extérieures de la CDPA, Pascal **Adoko** condamne l'attitude du gouvernement sur ce sujet et l'invite instamment à se mettre à l'écoute du peuple qui veut des élus à la base pour amorcer son développement.

Lavoixdelanation : Comment est-ce que vous concevez le débat sur les locales dans votre parti,

si elles se tiennent cette année, ne risque t-on pas d'aboutir au cirque résultats-contestation ?

Pascal Adoko : Il vous souvient que les dernières élections locales au Togo remontent à l'année 1987 soit bientôt 30 ans. Cette période correspond d'ailleurs à celle du parti unique. C'est dire que l'ère du combat démocratique ne connaît pas encore ce qu'on appelle une élection locale. Et pourtant, les engagements des gouvernants à ce sujet sont légion. Je peux citer les 22 engagements en 2004 avec l'UE, l'Accord politique global (APG) en 2006 et même l'accord durant le dialogue OCDI en 2013 et j'en passe.

A ce jour rien, tout se passe comme si notre gouvernement n'a pas de parole. Et c'est grave, parce que pendant ce temps le véritable développement à la base est occulté.

Des délégations spéciales, dont les mandats, en principe ne doivent excéder 6 mois, végètent depuis plus d'une décennie à la tête de nos localités sans véritable réédition de compte aux populations. Aujourd'hui, ils ne sont, en moyenne, que de 2 ou 3 à être en fonction, sur plus d'une dizaine au départ dans nos localités. C'est fort de cela que la CDPA a décidé de

porter vigoureusement le débat au sein des populations afin de les conscientiser et les amener à faire pression sur le régime pour qu'enfin des élections locales se déroulent dans notre pays.

Dans ce sens également, la CDPA a écrit au Ministre de l'administration territoriale pour s'enquérir du niveau de préparation de ces élections. Quelle n'a été la surprise de notre parti de constater que le gouvernement gère ce dossier en dilettante. La CDPA condamne avec vigueur l'attitude du gouvernement sur ce sujet et l'invite instamment à se mettre à l'écoute du peuple qui veut des élus à la base pour amorcer son développement.

Quant à la question de savoir si l'organisation de ces locales en 2016 ne serait pas précipitée, elle n'est pas recevable pour la CDPA. A force de repousser indéfiniment on n'y arrivera jamais. La CDPA est consciente qu'organiser ces locales ne sera pas exempt de difficultés.

C'est d'ailleurs pourquoi nous demandons expressément aux gouvernants de mettre sur la place publique les éventuels problèmes y afférents pour qu'on en débattenne et qu'on y trouve rapidement des solutions consensuelles comme d'ailleurs le recommande l'APG.

Le problème le plus important à part le cadre électoral, dans son ensemble, c'est le découpage électoral. Nous ne voulons plus d'une « charcuterie fantaisiste » des circonscriptions électorales. A ce sujet, d'ailleurs, la CDPA a des propositions concrètes qu'elle mettra à la disposition des protagonistes et du peuple quand le moment du débat national sur la question surviendra. Des solutions trouvées en vase clos, rien que pour susciter des conflits inutiles sur la route de ces locales à venir est à éviter. Nous en appelons au sens élevé de responsabilité chez nos gouvernants.

Pour terminer sur cette question, la CDPA dit que le cirque

élection-fraude-contestations et dialogue doit être révolu au Togo. Ce n'est pas au-dessus de nos forces. En le faisant, nous mettons notre pays à l'abri des soubresauts.

Lavoixdelanation : Si le pouvoir décide de l'organiser en 2016, votre parti est prêt à y aller ?

Pascal Adoko : Si nous nous battons quotidiennement pour que cela survienne, mais c'est parce que nous sommes prêts et déterminés à y participer. Et d'ailleurs, un chronogramme simulé de la CDPA montre qu'on peut organiser ces élections avant la fin de l'année si la volonté politique existe. Il n'est un secret pour personne que chaque semaine la CDPA va chez les populations pour les préparer à ces élections. C'est dire toute notre détermination.

Lavoixdelanation : A part les locales, les législatives sont attendues en 2018, quelle sera priorité durant ces deux (2) ans ?

Pascal Adoko : Votre remarque est pertinente. Dans deux (2) ans on doit aller aux législatives et

d'ailleurs, nous soupçonnons le pouvoir de vouloir « jouer le chrono » pour les locales afin que 2018 survienne. Personne n'est dupe et la CDPA encore moins. L'environnement politique au Togo est multitâche et nous veillons au grain. Cependant, comme en football, la CDPA prend le tournoi match par match, quant à l'entraînement de nos équipes le travail est permanent.

Je profite de cette occasion pour lancer un appel pressant au pouvoir, pour qu'une fois, il donne une chance au peuple togolais de s'exprimer en désignant librement ses responsables locaux.

Pour nous, le temps de la servitude volontaire est révolu mais le temps de la libération de l'espace politique est venu. C'est pourquoi la CDPA lance un appel pressant à toutes les

composantes de la classe politique togolaise, au génie togolais, afin que très rapidement on accouche ensemble d'un cadre électoral qui barre définitivement la route à la fraude.

Entretien réalisé par Joseph Ahodo.



Rigogo : « Je me suis engagée dans ce combat pour conscientiser les jeunes sur les risques de l'aventure »

Sur l'application, il existe depuis quelques temps une plateforme créée par une Togolaise vivant à Paris en France. Dénommée « Bisous là-bas », cette plateforme essaie d'apporter du sourire à ceux qui la fréquentent. Véritable outil où on trouve un peu de tout pour garder le sourire à travers les réconforts qui tombent par-ci et par-là, « Bisous là-bas » gagne du terrain.

La Voix de la Nation a pu dénicher celle qui est cachée derrière cette plateforme, en l'occurrence sa fondatrice, Afiwa Judith Denke, alias « rigogo ». Dans cet entretien exclusif, celle-ci retrace ce qui l'a poussé à penser à la création d'un tel environnement. Elle livre également ses

attentes.

Voici l'interview

Bonjour Madame Rigogo, présentez-vous à nos lecteurs et dites nous d'où vient le nom Rigogo.

Bonjour, je suis mademoiselle Denke, épouse Ajavon Afiwa Judith dite (rigogo) « bisous là-bas ». Je suis née au Togo. Actuellement, je suis en France (Paris). Je suis auxiliaire de vie, je m'occupe des personnes âgées.

Le nom rigogo vient du fait que dans mon adolescence, j'ai été vraiment affectée par le manque de câlins, de bisous et d'ambiances sereines autour de moi et du coup, je me suis dit qu'il est tant de créer cette affection autour de tous ceux ou toutes celles qui en ont besoin pour leur plein épanouissement.

Supposons qu'on rende visite à une personne qui est dans des soucis et sans issues. La manière de la consoler, de la conseiller sauvera cette dernière, même le pire des ennemis a besoin des avances et de conciliations pour oublier les antécédents.

Qu'est-ce qui vous a inspiré à créer la plateforme 'WhatsApp' dénommée « Bisous là-bas »?

Au Togo, j'ai vu des petites filles de 13 ans se prostituer, des voleurs qu'on brûle (cri) ? Y a-t-il une personne qui vole parce qu'elle doit voler ou se prostituer si tout va du moins un peu bien? Ce sont ces questions qui m'ont poussée à créer cette plateforme.

Sur votre plateforme, vous essayez autant que faire se peut de conseiller les jeunes togolais qui sont encore au pays sur les réalités de l'occident. Pourquoi êtes-vous engagée dans ce combat?

Je me suis engagée dans ce combat pour conscientiser les

jeunes sur les risques de l'aventure et les encourager à apprendre des métiers qui feront d'eux les responsables de demain et leurs permettront l'autosuffisance.

Si les jeunes continuent de vouloir s'envoler pour l'occident, c'est qu'il y a quelque chose qui ne va pas chez eux? Ne pensez-vous pas la même chose?

Au prime abord, j'ai senti le besoin d'aider les couples en difficultés et leur permettre une ambiance conviviale. Mais par la suite, je me suis rendue compte que bon nombre de mes concitoyens togolais en particulier et les Africains en général ont une ambition poussée du voyage vers l'Occident dans le but d'un lendemain meilleur. Dans cette optique je me suis dit qu'il y'a un problème et il est tant d'y remédier en luttant contre l'extrême pauvreté.

Qu'attendez-vous du gouvernement togolais pour atteindre votre objectif ?

Mon souhait est que le gouvernement togolais puisse nous accompagner dans la mesure du possible dans nos démarches administratives et pourquoi pas nous subventionner pour nous encourager.

Le monde entier vient de célébrer le 8 mars dernier la journée internationale de la femme. Quelle est votre conception de cette journée et comment l'avez-vous commémorée?

Le 8 mars comme vous pouvez le savoir, la journée internationale de la femme est pour moi la fête qui vient encore donner une empreinte à l'émancipation de la femme et donc elle reconnaît les prouesses réalisées par les femmes dans le monde entier et dans tous les domaines jadis réservés aux hommes. Mais de mon côté, je l'ai fêtée par des menaces et humiliations téléphoniques de part le monde entier surtout ceux qui n'ont pas compris le bien fondé de ma lutte.

Votre mot de fin

Je tiens sincèrement à remercier le journal “ la voix de la nation” accessible au www.lavoixdelanation.info de m avoir accordé tout ce temps pour m écouter et faire passer mon message à l’endroit du public, surtout à mes concitoyens togolais de par le monde. Je dis également merci à tous ceux qui me soutiennent pour qu’ensemble nous puissions corriger le mal qui ruine la vie de nos frères et sœurs afin de vivre en toute liberté au Togo.